

**Direction générale adjointe  
Prévention, Autonomie et Vie Sociale  
Service Équipement, Contrôle et Tarification  
des Établissements et Services Sociaux  
et Médico-Sociaux**

Arrêté n°273 / 2022

**Modifiant l'arrêté n°158/2022 du 29 juin 2022**

**Le Président du Conseil Départemental du Cher,**

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L. 313-1,

**Vu** la 3<sup>ème</sup> partie du code général des collectivités territoriales,

**Vu** les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 et n° 82-623 du 22 juillet 1982, relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

**Vu** la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) du 28 décembre 2015 et son décret d'application n°2016-696 du 27 mai 2016,

**Considérant** que l'autorisation initiale et l'ouverture des résidences sont antérieures à la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**Vu** l'arrêté départemental n°223/2018 prorogeant l'autorisation de fonctionnement de la résidence Guilbeau à Bourges,

**Vu** l'arrêté départemental n°158/2022 modifiant l'arrêté n°223/2018 prorogeant l'autorisation de la Résidence autonomie Guilbeau gérée par le CCAS de Bourges,

**Considérant** la nécessité de modifier l'arrêté n°158/2022 afin de prendre en compte les précisions apportées par le CCAS de Bourges,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1 de l'arrêté n°158/2022 concernant la capacité de la résidence Guilbeau est modifié comme suit :

La capacité de l'établissement est de 55 places dont 1 ouverte à l'hébergement temporaire. L'ouverture de cette place est soumise au résultat positif d'une visite de conformité.

Les 55 places sont réparties au sein de 55 logements composés de 53 F1 bis (927) et 2 F1 bis (657).


**Article 2** : les autres articles ne sont pas modifiés.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>).

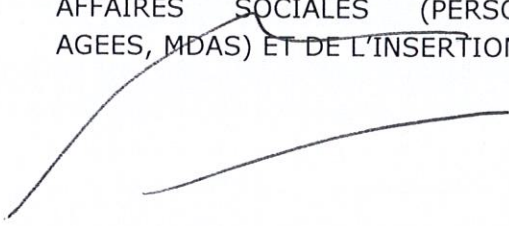
**Article 4** : Le Directeur Général des Services et le Président du Centre Communal d'action sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BOURGES, le **23 SEP. 2022**

Copie certifiée conforme l'original  
Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation  
La Directrice Générale Adjointe  
Prévention, Autonomie  
et Vie Sociale

  
Marie-Claude AUBERTIN

**BENEDICTE de CHOULOT**  
POUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL ET PAR DÉLÉGATION,  
LA VICE-PRÉSIDENTE CHARGÉE DES  
AFFAIRES SOCIALES (PERSONNES  
AGEES, MDAS) ET DE L'INSERTION



Acte transmis au contrôle de légalité le : **23 SEP. 2022**

Acte publié le : **23 SEP. 2022**

Acte notifié le : **23 SEP. 2022**